

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de l'environnement  
et de la concertation locale

-----  
Arrêté préfectoral de mise en demeure

**LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE**  
**Chevalier de la légion d'honneur,**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite**

-----  
Société ISOVER SAINT-GOBAIN  
à CHALON SUR SAONE

N° 09.01458

- Vu** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement et notamment l'article L.514-1,  
**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 28 juin 1999,  
**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 08-05454 du 28 octobre 2008,  
**Vu** la fiche de conclusions de visite d'inspection en date du 19 janvier 2009.

**CONSIDERANT** que l'évaluation en permanence des poussières (fours de fusion et lignes de fabrication) n'est pas réalisée,

**CONSIDERANT** que les vitesses d'éjection des effluents gazeux au niveau des lignes de fabrication sont inférieures aux vitesses minimales d'éjection qu'il convient de respecter,

**CONSIDERANT** que les eaux résiduaires, autres que les eaux domestiques et les eaux de purge de déconcentration, ne sont pas recyclées,

**CONSIDERANT** que selon l'article L.514-1-I du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'observation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La Société ISOVER SAINT GOBAIN, est mise en demeure, pour son établissement situé 19, rue Paul Sabatier – B.P. 15 – 71100 Chalon-sur-Saône, de respecter :

- sous 3 mois, les exigences de l'article 13.8 (recyclage des eaux résiduaires) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 octobre 2008 susvisé,
- sous 3 mois, les exigences de l'article 15.3 (vitesses minimales d'éjection) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 octobre 2008 susvisé,
- sous 6 mois, les exigences de l'article 18 (évaluation en permanence des poussières) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 octobre 2008 susvisé.

**ARTICLE 2**

En cas d'observation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES**

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Chalon-sur-Saône, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, 15-17 avenue Jean-Bertin – 21000 DIJON,
- l'exploitant.

Mâcon, le **8 AVR. 2009**

Le préfet

**Pour le Préfet,**  
La Secrétaire générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

**Marie-Françoise LECAILLON**